
RAPPORT DE L'ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS DES PERSONNES DEPLACÉES INTERNES DU SITE DE L'ÉCOLE FONDAMENTALE D'ANGOULEME DANS LA VILLE DE SÉGOU



Equipe :

UNFPA : Diélika FOMBA, M&E Specialist, Tiguida KANOUTE, Psychologue au One Stop center de Mopti
DRDSES Ségou : Mamadou kaka KONIPO, Chargé des personnes rapatriées et des personnes déplacées

DU 27 AU 28 SEPTEMBRE 2021

I. CONTEXTE

De nouvelles personnes déplacées (PDI) sont arrivées le 12 Août 2021 dans la ville de Ségou suite aux incidents sécuritaires/protection. Elles viennent des localités de Mariko/Tientienbougou dans le cercle de Niono et sont hébergées dans l'enceinte de l'école fondamentale du quartier Angoulême dans la ville de Ségou. Les statistiques de la Direction Régionale du Développement Social font état de 128 ménages, 732 personnes dont 243 Hommes, 229 femmes et 260 enfants. Le site n'a pas pour l'instant fait l'objet d'évaluation rapide de besoins multisectoriels.

Une mission conjointe inter-agence dirigée Monsieur Alain Noudehou, Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire General des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur Résident des Activités Opérationnelles du Système des Nations Unies, a séjourné dans la région de Ségou, du 13 au 14 Septembre 2021. Le Représentant par intérim de l'UNFPA, Monsieur Cheikh Tidiane Mohamed MBengue, a participé à cette mission qui lui a permis de s'enquérir de la situation de ces PDI avant de préparer la contribution de l'UNFPA à la réponse humanitaire sur ce site. C'est dans ce cadre que l'UNFPA a organisé une évaluation rapide des besoins des femmes du site du 27 au 28 septembre 2021. Cette évaluation a été axée sur le mandat de l'UNFPA et couplée avec le premier secours psychologique. L'équipe était composée de l'UNFPA et la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DRDSES) de Ségou.

II.OBJECTIF GENERAL :

Rendre disponibles les informations permettant l'élaboration et la mise en place d'une réponse répondant aux besoins réels des femmes en âge de procréer qui sont sur le site aussi bien en prévention et réponse contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) qu'en Santé de la Reproduction (SR).

III.OBJECTIFS SPECIFIQUES :

- Apporter le premier secours psychologique aux femmes du site PDI
- Evaluer les besoins des femmes PDI en termes de prévention et réponse aux VBG
- Evaluer les besoins des femmes PDI en terme de Santé de la Reproduction
- Réaliser l'audit de sécurité du site PDI

IV.RESULTATS ATTENDUS :

- Les informations fiables sont disponibles pour une réponse adéquate en terme de VBG
- Les informations fiables sont disponibles pour une réponse adéquate en terme de SR
- Les risques de protection/VBG sont connus pour une réponse appropriée
- Les femmes ont reçu un début d'apaisement psychologique

V.METHODOLOGIE :

Des entretiens individuels et focus groupe ont été réalisés. 30% pour les entretiens individuels qui concernaient les femmes et 4 focus group ont été réalisés avec les femmes, les hommes les filles et les garçons. Les outils IASC adaptés ont été utilisés avec des questions de l'audit de sécurité intégrées.

VI. RESULTATS DE L'EVALUATION :

6.1. GENESE DE LA SITUATION

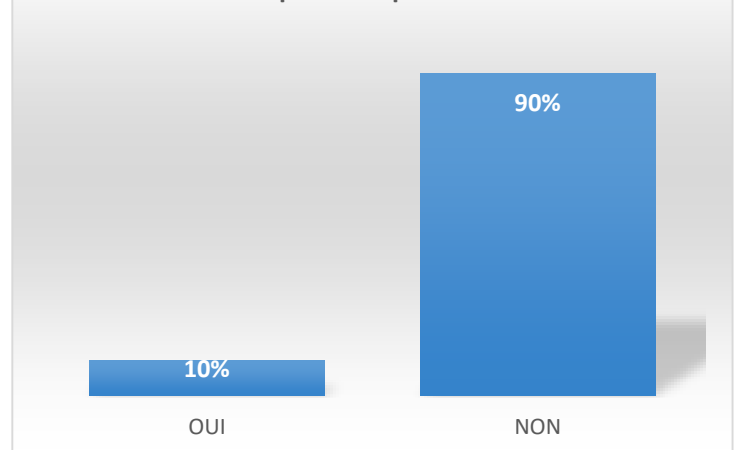
Il ressort des différents focus group réalisés que les PDI se sont déplacées à cause du risque de violence qui planait sur leur village situé entre deux villages belligérants. Les hommes ont déclaré « *Nous sommes de la commune de MariKo, cercle de niono. Nous sommes trois fractions ici et nous sommes tous des cultivateurs. Nous avons fini de planter notre riz et d'y mettre de l'engrais chimique. Les conflits entre les ethnies peulh et Dozo se sont exacerbés et notre village se situe entre les deux villages belligérants (dozo et peulh). Tous les jours, il y a des crépitements d'armes, les deux camps se tirent dessus et les balles traversent notre village. Nos mouvements sont devenus très difficiles et nous subissons des pressions de part et d'autre, chaque camp nous accusant d'être en complicité avec l'autre. Même si tu pars acheter 5 Kilogrammes de riz on t'intercepte en cours de route, on te fait subir un rude interrogatoire et à la fin on dit que ce riz n'est pas pour toi et que c'est une commission de l'autre camp. Nous ne pouvons pas aller en ville de peur de représailles. Chaque camp nous accuse d'aider l'autre. Finalement nous avons pris la décision de quitter le village étant donné que nous sommes dans une mauvaise posture. Nous avons laissé tous nos biens derrière nous. Nous sommes venus à Ségou ici le 17 Aout à 16 heures. Après nous avons reçu l'information que tous nos biens ont été confisqués par les belligérants. En plus nos maisons ont été saccagées et même les fermetures des portes et de fenêtres ont été emportées.* ». Ces déclarations ont été confirmées par les femmes qui ont ainsi enchaîné : « *Nous avons tout perdu, nos champs, nos bétails, nos marchandises. Nous avons quitté le village dans les conditions très difficiles, les armes crépitaient partout* ».

6.2. SECURITE

Les hommes et les femmes affirment se sentir en sécurité dans la communauté hôte. Lors du focus group les femmes ont déclaré « Depuis que nous sommes là , nous n'avons pas subi de violence. Personne ne nous a dit ou fait quelque chose que nous n'apprécions pas. ». Cependant les filles ne vont pas dans le même sens comme l'atteste leur déclaration : « *Depuis que nous sommes là, nous n'avons pas subi de violence mais la nuit nous avons peur de sortir pour aller à la toilette puisque la cour n'est pas suffisamment éclairée. Il fait sombre par endroit.* »

90% des PDI interrogées ont affirmé n'avoir pas subi de violence, ni pendant le déplacement, ni sur le site. Mais cependant certaines affirment être témoins d'extorsion de biens tels que des engins roulants (moto particulièrement). Mais ces scènes ont plutôt eu lieu dans leur village de provenance. 100% des PDI interrogées ont déclaré avoir tout perdu car elles ont laissé tous leurs biens derrière elles, les conditions de voyage ne les permettaient pas de voyager avec quoique ce soit. A ce sujet, les femmes ont déclaré « *Nous n'avons pas pu amener nos biens. Nous avons tout laissé là-bas mais après nous avons eu l'information qu'ils ont tout emporté, même les portes de nos maisons* »

Graphique 1: Pourcentage de femmes PDI ayant déclaré avoir subi ou non des violences pendant ou après le déplacement



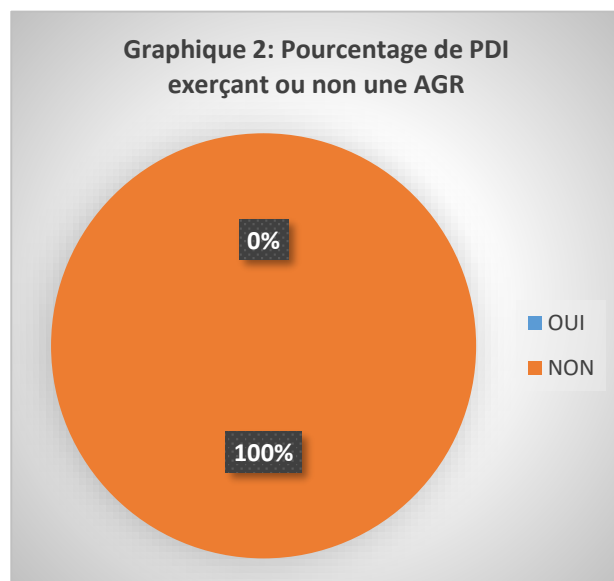
6.3. RISQUE DE VBG

Les femmes et les filles sont exposées au risque de VBG à plusieurs niveaux. Les personnes déplacées sont hébergées dans une école. Cet établissement est composé de six salles de classe dont cinq sont à leur disposition avec un surpeuplement dans les dortoirs, 50-60 personnes par classe. Cette situation empêche les femmes et les filles de préserver leur dignité, de faire leurs soins intimes et d'être à l'aise dans leur féminité. Les garçons, dès fois, sont obligés de voir involontairement des filles et des femmes dans leur intimité. Cette déclaration des hommes corrobore cela **« Il n'y a pas de vie de couple, les gens sont mélangés dans les chambres, pas d'intimité du couple. Les hommes dorment dehors, les femmes et les enfants à l'intérieur. Le seul rapprochement dans le couple est le fait que tu croises ta femme dans la cour. C'est tout. »**

Le site possède une source d'eau (robinet) mais qui connaît des coupures par moment. Il y a quatre blocs de deux toilettes avec latrines intégrées mais qui ne sont pas séparées pour les hommes et pour les femmes. Les toilettes sont au nombre de huit mais sept sont à la disposition des PDI. Elles sont construites en ciment avec un système de verrouillage interne et externe en plus du fait qu'elles soient couvertes. Elles sont situées à peu près à cinq mètres des dortoirs. Mais une insuffisance est présente compte tenu du nombre de ménages hébergés sur le site. A cause du fait que les toilettes ne sont pas séparées pour les hommes et pour les femmes et qu'elles soient à peu près à cinq mètres des dortoirs, 80% des filles interrogées ressentent la peur d'être victimes de violences sexuelles lorsqu'elles s'y rendent souvent, surtout la nuit, puisque le site n'est pas surveillé par les agents de sécurité. Cela se confirme avec cette déclaration des filles lors du focus **« nous avons peur de sortir la nuit pour aller à la toilette, nous sommes nombreux sur le site et les gens sont mélangés comme une seule grande famille alors que ce n'est pas le cas, en plus les gens de la communauté hôte savent que nous vivons dans ces conditions et que nous sommes vulnérables en terme de sécurité, toute chose qui fait quand nous sortons la nuit pour aller à la toilette, nous regardons à droite, à gauche, devant et derrière, et nous nous empressons de retourner dans notre chambre. »**

Depuis leur arrivée 100% des personnes déplacées, tous sexes confondus, ne mènent aucune activité génératrice de revenus. Les filles aident leurs mamans dans les travaux ménagers et les garçons passent du temps à s'asseoir à la porte ou se balader à travers la ville.

Dans leur village d'origine certains garçons et filles fréquentaient l'école française, d'autres, l'école coranique et pour quelques-uns, aucune des deux. Puisque leur arrivée a coïncidé avec les grandes vacances, les problèmes éducatifs sont à l'attente. Selon les PDI, une ONG de la place s'occupe déjà de la question en amont en faisant le recensement des enfants scolarisés pour une perspective de réintégration. Mais, le problème est que cette ONG s'intéresse uniquement aux enfants dont l'âge ne dépasse pas douze ans.



Ce manque d'activité peut être une source d'adoption de certains comportements à risque par les jeunes filles à la recherche de gain de survie et même les jeunes garçons.

Le marché fréquenté se trouve à quelques kilomètres du site. Sur la route, les filles sont interpellées et courtisées par des jeunes garçons de la population hôte. Cela constitue un danger essentiel pour ces filles en matière de violence sexuelle.

Les jeunes filles de l'environnement s'attachent aussi aux jeunes hommes du site qu'elles trouvent attirants. Cette situation plaît à certains garçons qui se sentent intéressants, par contre non pour d'autres qui trouvent qu'elle est déplaisante.

6.4. DISPONIBILITE DES SERVICES DE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE ET DE SANTE LA REPRODUCTION

6.4.1. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE :

Les femmes et filles ne connaissent pas l'existence de services de prise en charge des VBG et leur seul repère est le service régional du développement social. Les femmes ont déclaré lors des focus group « *Nous ne savons pas où aller mais en cas de VBG, si de tel cas arrive nous allons nous approcher du développement social* »

Les femmes et filles ne possèdent pas pour le moment d'un espace sûr pour les sujets de VBG et SR. En cas de préoccupation, les filles en discutent entre elles et les femmes procèdent de la même manière.

6.4.2. SANTE DE LA REPRODUCTION

Selon les personnes déplacées, une ONG de la place s'occupe de la prise en charge de tous les besoins en santé aussi bien en santé de façon générale qu'en santé de la reproduction. Ladite ONG fait les consultations et offre des services PEV et malnutrition en stratégie avancée une fois par semaine avec des médicaments essentiels. S'il y a lieu de référer, ce référencement se fait vers l'hôpital régional et les frais d'ordonnance sont couverts jusqu'à hauteur de cent mille francs CFA. Toutefois, l'équipe d'évaluation n'a pas pu avoir d'information claire sur l'accès des personnes déplacées aux produits contraceptifs modernes. Les hommes ont déclaré que leurs femmes n'en ont pas besoin pendant que les femmes ont déclaré qu'elles ne connaissent pas la ville donc ne savent pas où s'en procurer.

6.4.3. RESENTI PSYCHOLOGIQUE

L'évaluation rapide a été couplée avec le premier secours psychologique aux personnes déplacées internes. Le but de cette activité était de prendre contact avec ces personnes, les calmer et les rassurer par la présence physique et les actions, tout en essayant de comprendre ce qui leur est arrivé et d'évaluer leurs besoins. Dans cette optique, l'UNFPA fut présentée à cette population avec la précision du but de la visite et des échanges. A travers les discussions basées sur les tranches d'âge avec quatre groupes, et les entretiens individuels, les PDI se sont exprimées volontairement par rapport aux préoccupations et ressentis actuels. Elles furent rassurées par l'équipe en ce qui concerne la normalité de leurs réactions émotionnelles et psychologiques qui s'expliquent par l'évènement vécu.

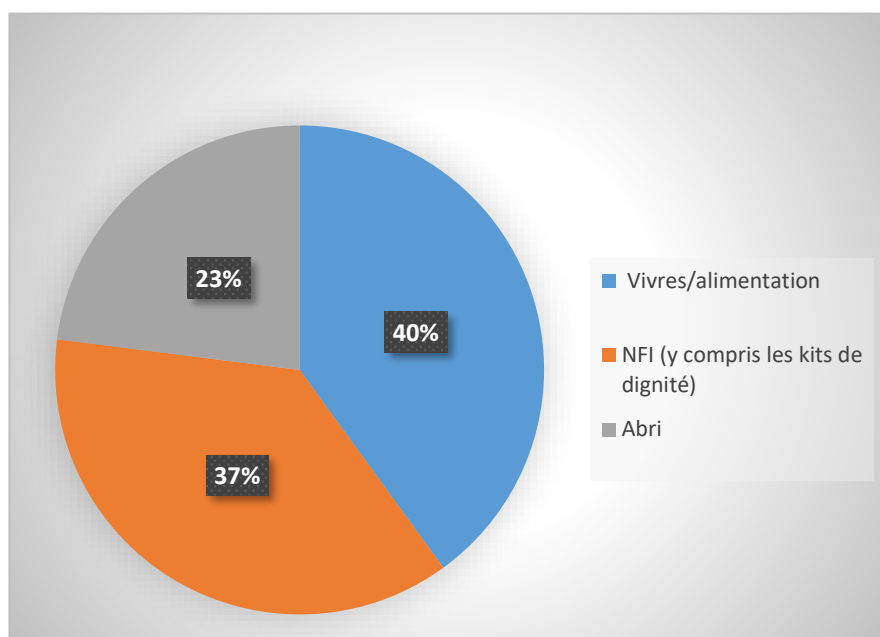
Tous les habitants du site sont bouleversés par le fait de la délocalisation dans un endroit nouveau dont le mode de vie est différent de leurs habitudes. Ils ont perdu tout ce qu'ils possédaient (bétails, terres cultivables, matériels, argent et même les vêtements). Désespérés pour le futur avec le manque de source de revenu, ils ressentent un sentiment d'impuissance, de déstabilisation face à la situation. Ce qui provoque chez certains un besoin constant de s'exprimer avec une incohérence dans les paroles, chez d'autres l'envie d'aller à l'exode, surtout les jeunes hommes qui demeurent craintifs pour leur avenir. Ils n'ont aucune espérance pour une vie paisible dans leur localité d'origine. Ce qui provoque de la colère chez les adolescents et adolescentes.

Les jeunes filles vivent avec une peur constante de s'exposer à une violence quelconque. Elles ont l'impression d'être dans une sorte de prison avec une monotonie de vie et aucune source d'épanouissement.

VII. BESOINS PRIORITAIRES

Parmi les trois besoins prioritaires, les vivres/alimentation ont été cités à 40%, les NFI (y compris les kits de dignité) à 37%, et 23% pour l'abri. Les personnes déplacées souhaitent retourner dans leur village mais elles sont obligées d'attendre le retour de la paix. Pour les vivres, elles ont déclaré avoir reçu quelques appuis mais qui sont toujours insuffisants. En ce qui concerne les kits NFI, les personnes déplacées ont affirmé avoir tout laissé derrière eux, même leurs habits. Les filles ont même confirmé cela à travers cette déclaration : *« ici il n'y pas d'habit propre à quelqu'une d'entre nous filles. Si tu vois un habit propre étalé au soleil tu le prends, tu te changes avec et tu laves le tien que quelqu'une d'autre prendra également. »*

Graphique 3 : Les trois besoins prioritaires cités par les



CONCLUSION :

Du 28 au 29 septembre 2021, l'UNFPA a réalisé l'évaluation rapide du site de personnes déplacées de l'école fondamentale d'Angoulême dans la ville de Ségou. L'évaluation met en exergue un certain nombre de constats :

- Le site est exigu par rapport au nombre de personnes qu'il abrite, pas d'intimité de couple, et il y a existence des risques de Violences Basées sur le Genre (VBG) ;

- Les personnes déplacées rencontrent d'énormes difficultés pour couvrir leurs besoins, pas d'activités génératrices de revenus ;
- Les personnes déplacées manquent de kits NFI y compris les kits de dignité ;
- Les personnes déplacées ont reçu l'engagement d'une ONG de la place pour les appuyer dans la scolarisation des enfants de moins de 12 ans ;
- Les personnes déplacées bénéficient de l'appui d'une ONG de la place pour couvrir leurs besoins de santé en général et de santé de la reproduction en particulier, mais l'accès aux produits contraceptifs modernes reste à améliorer ;
- L'accès à l'information sur l'offre de service VBG disponible dans la région reste à améliorer ;
- Le ressenti psychologique des personnes déplacées laisse entrevoir un réel besoin de prise en charge psychosociale.

Au regard de ces constats, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

- Mener la réflexion sur la stratégie permettant de reloger les personnes déplacées compte tenu de l'imminence de l'ouverture scolaire.
- Accorder un temps de soutien psychosocial individuel et de groupe à cette population surtout aux femmes et enfants ;
- Distribuer de kits de dignité aux femmes et filles ;
- Réaliser les activités de sensibilisation sur les risques de VBG, les comportements à adopter pour la prévention et les soins à recevoir en cas de VBG.
- Pré positionner les kits de santé de la reproduction d'urgence, notamment les kits post viol.

ANNEXE :**PLAN DE REPONSE CONSECUTIF A L'EVALUATION RAPIDE DES BESOINS DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DU
SITE DE L'ECOLE FONDAMENTALE D'ANGOULEME DANS LA VILLE DE SEGOU**

Activités	Période Octobre 2021	Responsable
Pré positionner 2 IARH KIT 3 : « Post rape treatment » au niveau de l'hôpital Nianankoro Fomba de Ségo pour la prise en charge des femmes et filles survivantes de viol.	Du 11 au 15	UNFPA en collaboration avec l'Hôpital Régional de Ségo
Pré positionner 1 IARH KIT 5: « Treatment of sexually transmitted infections » au niveau de l'hôpital Nianankoro Fomba de Ségo pour la prise en charge des personnes affectées par la crise.	Du 11 au 15	UNFPA en collaboration avec l'Hôpital Régional de Ségo
Réaliser trois séances de sensibilisation sur les VBG et l'accès aux services VBG sur le site PDI d'Angoulême.	Du 18 au 22	UNFPA en collaboration avec son ONG partenaire IEDA Relief
Réaliser la prise en charge psychologique des PDI du site d'Angoulême.	Du 18 au 22	UNFPA en collaboration avec la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire de Ségo
Distribuer 2010 Kits de dignité aux femmes et filles du site PDI d'Angoulême.	Du 18 au 22	UNFPA en collaboration avec la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire de Ségo